

Réseau européen des syndicats alternatifs et de base

Estado español/Estat espanyol/Espainiako Estatuari, Ελλάδα, Italia, Suisse/Schweiz/Svizzera, France, Deutschland, Polska, Belgique/ België/Belgien ...

La situation européenne et notre stratégie syndicale

Le Réseau européen des syndicats de base et alternatifs réunis à Toulouse le 15 novembre 2014, met l'accent sur les éléments suivants de la situation européenne :

- L'attaque contre les salaires, les conditions de travail, les assurances sociales, le service public et les libertés démocratiques font partie d'un projet stratégique du capitalisme de l'UE/zone euro destiné à changer durablement et fondamentalement le rapport de force entre classe dominante d'une part, salarié-e-s et classes populaires d'autre part.
- Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme globalisé, d'une économie en mobilisation permanente qui met en concurrence les régulations sociales, les législations, les conditions et les cadres de travail provoquant une « déprotection » et une précarisation croissantes du monde du travail.
- La question de la santé et de la sécurité au travail, les conditions générales de la qualité de vie pour les salarié-es dans les milieux populaires, acquièrent dans les luttes et les revendications une importance décisive.
- La conjoncture économique n'explique pas l'essentiel de cette stratégie des classes dominantes. Même si nous sommes aujourd'hui dans une conjoncture économique marquée par l'épuisement de la très faible et très hypothétique reprise économique initiée en 2011, ce n'est pas cette situation qui fonde l'attaque contre les conditions de vie, de salaire et de statut du salariat en Europe mais bien la mise en place d'une nouvelle régulation, d'une organisation nouvelle du système de domination.
- La direction financiarisée du capitalisme, sa mondialisation accélérée, les politiques austéritaires dominantes, la force de direction même du capitalisme allemand sur les autres fractions des classes dominantes de l'UE, indiquent la prééminence d'une orientation vers le marché globalisé, avec à la clé une nouvelle répartition des richesses et du pouvoir totalement défavorable aux classes populaires.
- Les politiques économiques et financières présentées comme favorables à une reprise de la demande semblent peu susceptibles d'assurer une réactivation économique forte et de longue durée. De toute manière, ces propositions de relance ne remettent aucunement en question les politiques austéritaires, les attaques contre le salariat et la dégradation-privatisation des services publics. En d'autres mots, elles ne contiennent pas une dimension de compromis stratégique tel que pouvait par exemple l'instituer la régulation fordiste.
- Les propositions d'un nouveau compromis social à l'échelle européenne, telles que peuvent par exemple les formuler la CES ou certaines fractions de la gauche européenne non sociale-libérale ont pour premier point faible l'ignorance délibérée de ce qu'il faudrait comme lutte et rapport de force pour qu'elles puissent commencer à se réaliser, en assurant un cours nouveau « réformiste ».
- La CES n'envisage la mise en pratique de ses propositions qu'à travers des pressions extrêmement ponctuelles et sur la base, surtout, des démarches de dialogue social à l'échelle de

l'UE. Son appui critique à la proposition Juncker d'injection de 300 milliards dans l'économie européenne montre à quel point elle dissimule ou méconnaît le sens général de la stratégie des classes dominantes. La proposition Draghi pour être financièrement plus importante ne relève pas d'une autre orientation stratégique. La question essentielle n'est pas simplement l'injection de fonds publics en vue de la réactivation de l'économie mais bel et bien celle de poser radicalement la répartition de la richesse et du pouvoir ainsi que la détermination du modèle de développement.

- ❑ De même, les hypothèses politiques gouvernementalistes supposant que la conquête de positions institutionnelles au niveau étatique national pourra permettre, moyennant les instruments classiques de la puissance publique, de forcer une nouvelle orientation des politiques européennes, avec un nouveau compromis social d'envergure nous paraissent illusoire.
- ❑ Déterminer les conséquences stratégiques et la portée de l'hypothèse de sortie de l'UE-zone euro pour revenir à des monnaies et à des régulations économiques à base nationale fait l'objet d'un débat dans le Réseau et dans plusieurs de ses organisations syndicales. Toutefois, un tel développement, surtout en l'absence de très fortes luttes sociales et du salariat serait porteur d'un simple transfert des politiques austéritaires, d'une simple décentration des scénarios stratégiques de la globalisation sans que la poussée de la mondialisation puisse être contenue, régulée ou rendue réversible.
- ❑ La fragilité en général du système international, l'évolution du rapport de force entre les blocs économique-politiques intègrent une radicalisation des luttes sociales et écologiques en général et de la lutte entre salariat et système de domination en particulier.
- ❑ L'indépendance du mouvement syndical qui se mobilise et lutte effectivement constitue la question clé de cette période. En effet, l'enjeu est de briser la stratégie du système de domination du capitalisme européen globalisé qui tente d'imposer au salariat une régression historique, avec la ruine pure et simple de sa capacité autonome d'organisation, d'action et de positionnement au profit du syndicalisme d'encadrement, voire de la pure et simple disparition du mouvement ouvrier.

Le réseau européen soutient les positions suivantes :

- ➔ Nous sommes partisan-e-s de l'avancée dans la coordination et l'action commune de toutes les composantes du syndicalisme et du mouvement des travailleurs/euses qui se situent sur une position d'indépendance face au patronat, aux instances étatiques, aux partis et centres de pouvoir du système et animent la résistance contre le projet des classes dominantes dans l'Union Européenne.
- ➔ Nous défendons le choix d'une option stratégique qui fasse de l'UE/zone euro, à partir de son intégration historiquement atteinte aujourd'hui, notre champ de lutte pour briser la concurrence entre les divers segments, statuts et appartenances du salariat européen. Il s'agit d'ouvrir la route à un mouvement rapide d'égalisation des conditions de travail, de salaire et de statut, à un régime commun d'assurance sociale, à une construction européenne des services publics au service des majorités sociales, à une défense et à un élargissement des biens communs et des services publics.
- ➔ La question des libertés syndicales doit être posée dans un sens de radicalité démocratique et sociale. Dans la lutte contre le capitalisme globalisé et son économie de mobilisation, nous appelons toutes les forces du syndicalisme de lutte et de résistance à unir leurs efforts pour conquérir la totale liberté d'association syndicale, la totale liberté de créer des syndicats, le droit de grève intégral, les mécanismes de représentations avec des conditions égales pour tous les syndicats et toutes les délégations du personnel, le droit de représentation pour tous les syndicats dans les entreprises, la protection non pas simplement des délégué-e-s syndicaux/ales mais de tous/tes les adhérent-e-s et de tous les militant-e-s qui pratiquent l'action syndicale.

- La défense de salaire minimum au niveau national, telle que proposée par la CES, ne suffit pas. Nous défendons une véritable dynamique d'égalisation salariale partout en Europe qui brise la concurrence et l'économie de mobilisation. Il ne s'agit pas que du salaire direct mais également de l'ensemble des éléments de salaire indirect et social, de couvertures sociales, de l'offre de service public, de jouissance des biens communs. Cela comprend le droit à l'éducation et à une formation supérieure et professionnelle assurée par le service public et correspondant aux exigences et possibilités de la science et de la technique et non aux intérêts des employeurs. Certes cette orientation peut apparaître aujourd'hui inatteignable à court terme mais elle constitue une tension, elle donne une indication stratégique qui permet de peser à partir de la mobilisation et de l'organisation sur tous les grands choix politiques en matière de fiscalité, de politiques structurelles, d'investissements publics et de modèle de développement.
- Nous défendons un service public européen, basé sur la défense et l'élargissement des biens communs, dans une dynamique de démocratisation et de socialisation. Les services publics et les biens communs, sortis du carcan de la financiarisation et de la valorisation capitaliste, peuvent servir de base pour le développement d'une dynamique autogestionnaire associant l'intervention des travailleurs/euses et celles des usager-e-s et des populations, dans une dynamique de démocratie de base. Services publics et biens communs peuvent constituer le noyau d'un secteur d'économie solidaire autogérée, lié à des institutions nouvelles de contre-pouvoir populaire et de démocratie de base.
- Nous proposons que notre action syndicale intègre davantage, plus consciemment, une dimension de transformation sociale dès ici et maintenant. Le syndicalisme de résistance et de lutte constitue un élément majeur de l'auto-détermination, de la liberté du salariat. Cette capacité d'émancipation constitue la base même de la possibilité autogestionnaire. Celle-ci peut se déployer d'ores et déjà dans des mouvements de socialisation, de gestion directe et coopérative dans le service public et dans des biens communs. Nous devons également lutter pour la création de coopératives dans tous les secteurs de l'activité sociale et économique. Mais pour ce faire, le syndicalisme a besoin de peser sur les politiques publiques, fiscales, économiques et financières, d'imposer des mesures générales qui permettent de donner de la marge de manœuvre et des moyens aux tentatives de constitution d'un secteur coopératif.
- Il est de même essentiel que ces tentatives de socialisation et de développement du secteur coopératif s'intègrent dans une lutte pour un nouveau modèle de développement, prenant en compte à la fois l'exigence d'égalité entre les gens, de participation dans tous les champs d'institution de la société et les exigences de la question écologique.
- Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale qui est le nôtre et, plus largement, le syndicalisme de lutte et de résistance, doivent être ouverts à toute convergence qui permette de changer le cours des choses, d'affronter le système de domination et son économie de mobilisation, mais la possibilité des convergences et des alliances ne peut impliquer en aucune manière une division des tâches qui exproprierait le mouvement syndical de son indépendance, de sa capacité à élaborer de manière autonome ses propres objectifs et démarches.
- Les syndicats constitués et les collectifs d'action syndicale qui assurent de manière effective la tâche d'organisation et de défense du salariat ne sont pas subalternes par rapport à quelque modèle d'organisation que ce soit, partis politiques au premier chef. Le syndicalisme de lutte ne peut soumettre la défense des intérêts et des aspirations du salariat à des intérêts soi-disant généraux, à des stratégies de conquêtes du pouvoir gouvernemental et institutionnel, à des stratégies gouvernementales ou supra-gouvernementales.
- Cette réalité est internationale. Elle déborde largement l'espace européen, comme le montrent les accords TISA et les traités transatlantiques Europe-USA et Europe-Canada que le système veut nous imposer. Nous savons qu'un nouvel ordre du monde est en train de s'imposer, approfondissant et aggravant la globalisation. Nous entendons le combattre sur des bases internationalistes.

Réseau européen des syndicats alternatifs et de base

Estado español/Estat espanyol/Espainiako Estatuari, Ελλάδα, Italia, Suisse/Schweiz/Svizzera, France, Deutschland, Polska, Belgique/ België/Belgien ...

